

PREFECTURE DE L'AUBE

**DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DES AFFAIRES ECONOMIQUES
BUREAU DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRÊTÉ N° 00-5179 F

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

SOCIETE BRODART SA

ARCIS-SUR-AUBE

**LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le Livre V du Code de l'Environnement,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- VU** la demande présentée le 17 mars 2000 par M. Michel BRODART, Président du directoire de la Société BRODART SA, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une imprimerie industrielle, une installation de démétallisation et un incinérateur de composés organiques volatils, située ZI Est, 1, rue du Stand à Arcis-sur-Aube,
- CONSIDÉRANT** que les activités faisant l'objet de la présente demande relèvent des numéros suivants de la nomenclature des ICPE 2450-2, 2565-2, 2940-2a, 2910-B, 2915-1, 1434, 2910-A2 et 2925,
- VU** le procès-verbal de l'enquête publique ouverte dans la commune d'Arcis-sur-Aube, du 09 mai au 08 juin,
- VU** l'avis du commissaire enquêteur reçu le 09 juin 2000,
- VU** l'avis des conseils municipaux des communes de Le Chêne, Arcis-sur-Aube, Ormes, Torcy-le-Grand, Torcy-le-Petit, Villette/Aube, Saint Etienne-sous-Barbuise et Nozay,

VU les avis émis par les chefs de services intéressés,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 26 octobre 2000,

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur qui n'a formulé aucune observation sur sa teneur dans le délai de 15 jours qui lui était imparti,

CONSIDERANT que les activités exercées sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article 1 de la loi susvisée et qu'il convient en conséquence de prévoir des mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher ces effets,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube,

TABLE DES MATIERES

TITRE I : PRESCRIPTIONS GENERALES	5
<i>Article 1 : Objet</i>	5
<i>Article 2 : Conditions Générales de l'autorisation</i>	6
2.1 – Plans	6
2.2 – Intégration dans le paysage	6
2.3 – Contrôles et analyses	6
2.4 – Contrôles inopinés	6
2.5 – Hygiène et sécurité	6
TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU	7
<i>Article 3 : Limitation des prélèvements d'eau</i>	7
3.1 – Origine de l'approvisionnement en eau	7
3.2 – Protection des réseaux d'eau potable	7
3.3 – Cessation d'utilisation d'un forage en nappe	7
<i>Article 4 : Prévention des pollutions accidentelles</i>	7
4.1 – Canalisation de transports de fluides	7
4.2 – Plan des réseaux	8
4.3 – Réservoirs	8
4.4 – Cuvettes de rétention	8
<i>Article 5 : Collecte des effluents</i>	9
<i>Article 6 : Traitement des effluents</i>	9
6.1 – Obligation de traitement	9
6.2 – Conception des installations de traitement	9
6.3 – Entretien et suivi des installations de traitement	10
6.4 – Dysfonctionnements des installations de traitement	10
<i>Article 7 : Définition des rejets</i>	10
7.1 – Identification des effluents	10
7.2 – Dilution des effluents	10
7.3 – Rejet en nappe	10
7.4 – Caractéristiques générales des rejets	10
7.5 – Localisation des points de rejet	11
<i>Article 8 : Valeurs limites de rejets</i>	11
8.1 – Eaux exclusivement pluviales	11
8.2 – Eaux domestiques	11
8.3 – Eaux provenant de l'unité de démétallisation	12
<i>Article 9 : Conditions de rejet</i>	12
9.1 – Conception et aménagement des ouvrages de rejet	12
9.2 – Points de prélèvements	12
<i>Article 10 : Surveillance des rejets</i>	12
<i>Article 11 : Conséquences des pollutions accidentelles</i>	12
TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	13
<i>Article 12 : Prévention de la pollution atmosphérique</i>	13
12.1 – Dispositions générales	13
12.2 – Odeurs	13
12.3 – Voies de circulation	14
12.4 – Stockages	14
12.5 – Rejet de COV	14

TITRE IV : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS	15
<i>Article 13 : Prévention du bruit et des vibrations</i>	15
13.1 – Construction et exploitation	15
13.2 – Véhicules et engins	15
13.3 – Appareils de communications	15
13.4 – Niveaux acoustiques	15
13.5 – Contrôles	16
TITRE V : TRAITEMENT DES DECHETS	16
14.1 – Généralités	16
14.2 – Nature des déchets produits	17
14.3 – Caractérisation des déchets	17
14.4 – Elimination	17
14.5 – Comptabilité – Autosurveillance	17
TITRE VI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE	18
<i>Article 15 : Sécurité</i>	18
15.1 – Règles d'exploitation	18
15.2 – Clôture de l'établissement	18
15.3 – Accès	19
15.4 – Détection incendie	19
15.5 – Equipements abandonnés	19
15.6 – Risque d'incendie et d'explosion	19
<i>Article 16 : Mesures de protection contre l'incendie</i>	24
16.1 – Protection contre la foudre	24
16.2 – Moyens de secours	24
16.3 – Signalisation	25
TITRE VII : PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES	25
<i>Article 17 : Ateliers de reproduction graphique</i>	25
<i>Article 18 : Dépôt de liquides inflammables</i>	27
<i>Article 19 : Installation de chauffage par fluide thermique</i>	29
<i>Article 20 : Stockage de matières plastiques et papiers</i>	30
20.1 – Interdiction d'habitations au-dessus des installations	30
20.2 – Comportement au feu des bâtiments	30
20.3 – Ventilation	31
20.4 – Aménagement et organisation du stockage	31
20.5 – Eclairage artificiel et chauffage des locaux	31
20.6 – Connaissance des produits-Etiquetage	32
TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	32

A R R E T E

TITRE I : CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

La société BRODART SA dont le siège social est situé 1, rue du Stand à Arcis-sur-Aube est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire de la commune d'Arcis-sur-Aube les installations suivantes :

N° de la rubrique	Désignation des activités	Volume de l'activité	Régime
2450-2°	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support utilisant une forme imprimante : 2° : Héliogravure, flexographie et opérations connexes, la quantité totale de produits consommés pour revêtir le support étant supérieure à 200 kg/j	1 000 kg/j	A
2565-2°a	Traitement des matières plastiques par décapage chimique : le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 l	2 000 l	A
2910-B	Installations de combustion B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 0,1 MW	2,7 MW <i>Cs incinérateur de COV</i>	A
2915-1°	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1 : lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluide présente dans l'installation étant supérieure à 1 000 litres	Point éclair : 210°C T° utilisation : 210°C Q : 5 000 litres	A
2940-2a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc...sur support quelconque (métal, bois, plastique...) : 2° a: Lorsque que l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction...) si la quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est supérieure à 100 kg/j	500 kg/j de colle utilisée	A
1434	Dépôt de liquides inflammables, la capacité équivalente totale étant comprise entre 10 et 100 m ³	Ceq ~ 20 m ³	D

2910-A2	Installations de combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange du gaz naturel, etc..., la puissance thermique maximale de l'installation étant comprise entre 2 et 20 MW	2,32 MW 10 x 62 kW Ptotale : 3,45 MW	D
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	17,6 kW	D
2663-2b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) A l'état autre que alvéolaire ou expansé, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m ³	700 m ³	NC

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1 - Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

2.2 - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

2.3 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.4 - Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets produits ou admis ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.5- Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement pour les utilisations domestiques provient du réseau public de distribution d'eau potable de la ville d'Arcis-sur-Aube.

La consommation annuelle d'eau n'excèdera pas 1 000 m³/an.

L'eau alimentant la pompe à chaleur provient d'un forage dont les caractéristiques sont les suivantes :

- profondeur : 20 m
- débit horaire maximum (m³/h) : 28
- débit de pompage (m³/h) : 25

3.2. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique.

3.3 – Cessation d'utilisation d'un forage en nappe.

La mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage, afin d'empêcher la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. - Canalisations de transport de fluides

Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles contiennent.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.2. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.3. - Réservoirs

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau,
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
 - porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 - être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au moins 1,5 fois la pression en service.

Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

4.4. - Cuvettes de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une rétention.

Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

6.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

6.2. - Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 7 : DEFINITION DES REJETS

7.1. - Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents sont les suivantes :

- ↳ eaux domestiques,
- ↳ eaux pluviales,
- ↳ eaux de la pompe à chaleur
- ↳ eaux provenant de l'unité de démétallisation.

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement .

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, dans la nappe d'eaux souterraines est interdit.

7.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,

- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

7.5. - Localisation des points de rejet

Les eaux domestiques seront dirigées dans le réseau communal et traitées dans la station d'épuration de la ville d'Arcis-sur-Aube.

Les eaux pluviales seront dirigées vers le réseau d'eaux pluviales de la commune qui aboutit à l'Aube. Il sera mis en place des systèmes d'obturation du réseau d'eaux pluviales, facilement manœuvrable en cas de déversement accidentel de produits polluants. Le puits de captage devra aussi être protégé.

Les eaux de la pompe à chaleur seront réinjectées dans la nappe, considérant qu'elles ne sont en contact avec aucun élément susceptible d'être pollué.

Les eaux provenant de l'unité de démétallisation seront rejetées dans le réseau d'assainissement ou éliminées dans une installation autorisée à cet effet.

ARTICLE 8 : VALEURS LIMITEES DE REJETS

8.1. - Eaux exclusivement pluviales

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	METHODE DE MESURE
MES	35	NFT 90105
DCO	125	NFT 90101
Hydrocarbures Totaux	10	NFT 90114

La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5.5 et 8.5.

8.2. – Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement collectif.

8.3. – Eaux provenant de l'unité de démétallisation.

Si les eaux de la démétallisation sont dirigées vers le réseau d'assainissement les rejets devront respecter les valeurs suivantes :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	METHODE DE MESURE
MES	30	NFT 90105
Aluminium	5	FDT 90119, ISO 11885

Le débit sera inférieur à 1 m³/j. Le pH sera compris entre 5,5 et 8,5 et la température inférieure à 30 °C.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE REJET

9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur.

9.2. - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être aménagés de manière à être facilement accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

ARTICLE 10: SURVEILLANCE DES REJETS

Une fois par trimestre, une analyse d'un échantillon prélevé par un organisme extérieur portera sur les paramètres listés l'article 8.3. Les résultats seront transmis le mois suivant à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 11 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,

- 3) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- 5) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 12 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

12.1. - Dispositions générales

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières , gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

12.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

12.3. - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,

- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,

- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,

- des écrans de végétation doivent être prévus.

12.4. – Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

12.5. – Rejet de COV.

Tous les rejets de solvants seront captés et dirigés vers l'incinérateur qui aura les caractéristiques suivantes :

- débit minimum 9 000 Nm³/h
- débit nominal 35 000 Nm³/h
- débit maximal 46 000 Nm³/h

	Valeur maximale de rejet (mg/Nm ³)	Flux maximal de rejet (kg/h)	Flux maximal de rejet (T/an)	Norme de mesure
COV	20	0.9	5.1	FDX 20 361 et 363
Nox	100	4.6	26.2	
CH ₄	50	2.3	13.1	
CO	100	4.6	26.2	

Les NOx seront exprimés en équivalent NO₂.

La hauteur de la cheminée sera de 16,5 mètres.

Le combustible d'appoint utilisé sera le gaz naturel.

Un contrôle en continu des températures témoins du bon fonctionnement de l'incinérateur sera réalisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il sera réalisé annuellement une mesure des rejets de l'incinérateur portant sur les paramètres mentionnés dans le tableau ci-dessus. Les résultats seront transmis à l'inspecteur des installations classées dans le mois qui suit leurs réceptions.

TITRE IV : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 13: PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

13.1. - Construction et exploitation

L'installation doit être construite équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

13.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

13.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

13.4. - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau et au plan ci-après qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Points de mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
1	60	55
2	60	55

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
Supérieure à 35 dB (A) et inférieure à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)

13.5. - Contrôles

L'inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

TITRE V : TRAITEMENT DES DECHETS

14.1. - Généralités

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

14.2. - Nature des déchets produits

Référence nomenclature	Nature du déchet	Quantité annuelle en tonnes	Filière de traitement
20.03.01	Support d'impression, films plastiques	222	CET
20.03.01	DIB	66	CET
20.01.00	Carton d'emballage	26	Val
15.02.01	Chiffons souillés	230 chiffons	Val
08.03.01 08.04.01	Solvants, encre, colle	23	IE
20.01.05 20.01.06 15.01.04	Ferrailles	1,8	Val
11.01.05	Boues et eaux provenant de la démétallisation	0,5	I

14.3. - Caractérisation des déchets

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluants (métaux, matières plastiques, papiers et cartons textile), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

14.4. - Elimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation des installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Nonobstant les indications de l'article 14.2, les déchets d'emballage des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréés, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation des installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

14.5.- Comptabilité – Autosurveillance.

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle publiée au JO du 11 novembre 1997,
- type et quantité de déchets produits,
- opération ayant générée chaque déchet,
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets,
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- nom et adresse des centres d'élimination,
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE VI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

ARTICLE 15 : SECURITE

15.1 –Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui feront l'objet d'un rapport annuel.

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

15.2. - Clôture de l'établissement

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

15.3 - Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les

personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'établissement.

15.4. – Détection incendie.

Des détecteurs de fumées seront installés dans les locaux suivants :

- lavage, distillation,
- stockages encres
- préparation encres

et l'alarme sera sonore et/ou reportée dans un local où la présence humaine est permanente.

15.5 – Equipements abandonnés.

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

15.6. – Risque d'incendie et d'explosion

15.6.1. Dispositions générales :

a) conception : les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

b) accès : les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Sur le demi-périmètre au moins du bâtiment, une voie engin sera maintenue libre à la circulation et répondra aux caractéristiques suivantes :

- Voie utilisable par les engins de secours :

- largeur : 3 m (bandes réservées au stationnement exclues)
- force portante : 130 kilonewtons
- rayon intérieur : 11 mètres
- pente inférieure à : 15 %
- hauteur libre : 3,50 mètres

- Voie utilisable pour la mise en station des échelles aériennes :

- largeur : 4 mètres
- longueur minimale : 10 mètres
- pente maximum : 10 %
- résistance au poinçonnement : 100 kilonewtons sur une surface de diamètre 0,20 m.

c) installations électriques : l'installation électrique et le matériel utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Ils devront en outre être conçus et réalisés de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celles des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Les circuits « basse tension » devront être conformes à la norme NFC 15100, les circuits « moyenne tension » et « haute tension » aux normes NFC 13100 et NFC 13200.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre.

Le matériel et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Un contrôle sera effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité constatée dans les plus brefs délais.

15.6.2. Zones présentant des risques d'incendie.

a) généralités : les zones de risques incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations industrielles de l'établissement.

L'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones de risque incendie de l'établissement. Il tiendra à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones. Tout local comportant une zone de risque incendie sera considérée dans son ensemble comme zone de risque incendie.

Les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de risque incendie en complément aux dispositions générales de sécurité.

b) isolement : les zones de risque incendie seront isolées des constructions voisines appartenant à des tiers :

- soit par un mur plein coupe feu 2 heures dépassant la couverture la plus élevée d'au moins un mètre,
- soit par un espace libre d'au moins huit mètres.

c) recoupement des zones : à l'intérieur des bâtiments, les zones de risque incendie seront recoupées tous les 1 600 m² au plus par des éléments coupe-feu de degré 2 heures sauf dans le local de stockage des plastiques et papiers qui pourra avoir une superficie non recoupée de 3500m².

Les ouvertures pratiquées dans ces recoupements seront munies d'obturation pare-flamme de même degré à fonctionnement automatique, asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs.

Lorsque ces dispositions se révèlent incompatibles avec les conditions d'exploitation, des solutions équivalentes peuvent éventuellement être adoptées après accord de l'inspecteur des

installations classées et l'Inspecteur Départemental des Services de Défense et Secours contre l'Incendie.

d) comportement au feu des structures métalliques : les éléments porteurs de structures métalliques devront être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'interventions.

e) dégagements : dans les locaux comportant des zones de risques incendie les portes d'accès à l'extérieur s'ouvriront facilement dans le sens de l'évacuation.

Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur. Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas implantés en cul de sac.

Toutes les sorties doivent être signalées et rendues visibles de jour et de nuit. Les appareils d'éclairage normal et de sécurité doivent être protégés contre les chocs.

f) désenfumage : le désenfumage des locaux comportant des zones de risque incendie s'effectuera par des ouvertures dont la surface totale ne devra pas être inférieure au 1/200^e de la superficie de ces locaux.

g) prévention : dans les zones de risque incendie, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage, etc...).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans les zones de risque incendie.

h) détection incendie : les locaux comportant des zones de risque incendie seront équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, PC incendie par exemple).

15.6.3 - Zones présentant des risques d'explosion

a) définitions : les zones présentant des risques d'explosions sont appelées dans le texte "zones de sécurité". Elles sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations.

L'exploitant définira sous sa responsabilité les zones de sécurité dans lesquelles peuvent apparaître les atmosphères explosives :

- * soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement,
- * soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

L'exploitant tiendra à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un plan des zones de sécurité. Les zones de sécurité seront matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, etc...). Les dispositions du paragraphe 4.4.2. relatif aux zones de risque incendie et les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de sécurité.

b) conception des installations : les installations comprises dans les zones de sécurité seront conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

c) matériel électrique : les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones de sécurité de l'établissement.

En particulier, dans ces zones, les installations électriques seront réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Le matériel électrique mis en service dans les zones de sécurité à partir du 1er Janvier 1981 doit être conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980.

ARTICLE 19 : INSTALLATION DE CHAUFFAGE PAR FLUIDE THERMIQUE

Le liquide organique combustible sera contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion permettront l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre, à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.

Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil sera constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, les dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

A raison de leurs caractéristiques, les générateurs sont, le cas échéant, soumis au règlement sur les appareils à vapeur et les canalisations et récipients au règlement sur les appareils à pression de gaz.

Au point le plus bas de l'installation, on aménagera un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange, conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent disposé comme à la condition citée ci-dessus.

Un dispositif approprié permettra à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable.

Un dispositif thermométrique permettra de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur.

Un dispositif automatique de sûreté empêchera la mise en chauffage ou assurera l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service seront insuffisants.

Un dispositif thermostatique maintiendra entre les limites convenables la température maximale du fluide transmetteur de chaleur.

Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionnera un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximale du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat.

ARTICLE 20 : STOCKAGE DE MATIERES PLASTIQUES ET PAPIERS

20.1 – Interdiction d’habitations au-dessus des installations

L’installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.

20.2 – Comportement au feu des bâtiments

Les locaux de stockage sont séparés des ateliers par un mur coupe-feu de degré 2 heures. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d’un ferme-porte ou d’un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les locaux abritant l’installation de stockage construits après la date de la présente autorisation devront présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré ½ heure si la hauteur sous pied de ferme n’excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s’il existe un plancher haut ou une mezzanine,
- plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure,
- murs extérieurs et portes pare-flamme de degré ½ heure, les portes étant munies d’un ferme-porte ou d’un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d’un support de couverture en matériaux M0, et d’une isolation et d’une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttant, à l’exception de la surface dédiée à l’éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l’évacuation des fumées et gaz de combustion.

La surface dédiée à l’éclairage zénithal n’excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l’éclairage zénithal doivent être tels qu’ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l’arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d’aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d’essais. Les locaux doivent être équipés en partie haute d’exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d’incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. D’autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d’1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0 non métalliques, en ce qui concerne les locaux construits après la date de la présente autorisation. Les commandes d’ouverture sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l’installation.

La couverture ne comporte pas d’exutoires, d’ouvertures ou d’éléments constitutifs de l’éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d’autre à l’aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

20.3 – Détection incendie

La détection automatique d’incendie est obligatoire dans tout le local de stockage. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits entreposés. Il est conforme aux normes en vigueur. Les alarmes sont centralisées pour exploitation immédiate des informations.

20.4 – Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code de travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

20.5 – Aménagement et organisation du stockage.

En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 mètres.

La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

20.6 – Eclairage artificiel et chauffage des locaux.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des zones de stockage doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nues est à proscrire. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisée dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage.

20.7 - Connaissance des produits – Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits ou éventuellement leur code et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 21 : ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

Les prescriptions de l'arrêté type n° 2925 doivent être respectées en tout ce qu'elles sont applicables et non contraires aux dispositions du présent arrêté.

TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 22

22.1 - L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition de l'Inspecteur des Installations Classées, aux visites duquel il devra soumettre son établissement.

22.2 - La présente autorisation cessera de produire effet si l'Installation Classée n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

22.3 - La présente autorisation ne dispense pas le demandeur de se pourvoir, s'il y a lieu, du permis de construire exigé par le code de l'urbanisme.

22.4 - Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les Installations Classées.

En outre, en application de l'article 18 du 21 Septembre 1977, l'Administration peut prescrire, en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté, qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou pour diminuer les inconvénients résultant du voisinage de cette installation et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à un dédommagement quelconque.

22.5 - La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois à dater de la notification à l'exploitant et de la publication de l'avis au public dans la presse locale.

22.6 - Une expédition de cet arrêté, accompagnée d'un exemplaire de la demande et des plans y annexés, sera déposée aux archives de la Mairie de ARCIS-SUR-AUBE pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

A la porte de cette Mairie sera affichée, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait de l'arrêté et des prescriptions auxquelles l'installation est soumise.

Un procès verbal relatant l'accomplissement de ces formalités sera adressé à la Préfecture -Direction des Politiques de l'Etat - Bureau de l'Environnement

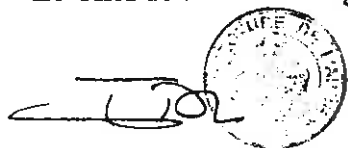
Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans ladite installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis portant à la connaissance du public l'autorisation accordée à la S.A. BRODART sera inséré aux frais de celle-ci dans deux journaux locaux.

22.7 - Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube, M. le Maire d'ARCIS-SUR-AUBE, Madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Un extrait de cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

POUR EXPEDITION :
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau Délégué,



Isabelle DENOEUDE

TROYES, le 14 NOV 2000
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Signé : Françoise FUGIER